L'ECOLE DE LA LUTTE !

le journal de Sud éducation 13 / pour une autre école, une autre société

#5 mars / 22

DE L'EXTREME DROITE A BLANQUER

L'ECOLE BLEU BLANC RANCE

date de dépôt : 24 mars 2022
Dispensé de timbrage Vitrolles CTC
PRESSE DISTRIBUÉE PAR LA POSTE
P4

PEDAGOGIE P.7
Antifascisme appliqué

PRESIDENTIELLES P.4
L'extrême droite à l'assaut de l'école.

ENTRETIEN P.10
Ecriture inclusive : l'obsession de Blanquer.

2017 la nomination de Blanquer est saluée par Marine Le Pen.

2019 plainte contre de Jean-Michel Blanquer contre SUD éducation pour «racisme».

édito

LE GRAND BOULEVERSEMENT

« Le vieux monde se meurt, le nouveau tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres ». Ce clair-obscur dont parle le théoricien et antifasciste italien, Antonio Gramsci ressemble de façon troublante à celui dans lequel nous vivons. Alors que les consciences s'éveillent et s'éguisent, que celles et ceux qui se battent pour plus d'égalité et de visibilité sont toujours plus nombreux-sEs, les partisan-nEs du vieux monde qui sont bien souvent les tenants de tous les privilèges, réagissent et convulsent.

Face à l'éclosion de ce « nouveau monde », des recompositions s'opèrent et de plus en plus souvent, des lignes rouges sont franchies. La panique morale est si grande que ce qui n'était auparavant que des fantasmes d'extrême-droite, des théories délirantes, se retrouvent propulsées sur le devant de la scène médiatique et institutionnelle. Grand remplacement, masculinisme, théorie du genre, islamo-gauchisme, wokisme ou cancel culture autant de concepts qui, à coups de fake news et de théories du complot, ont désormais pignon sur rue. Dans un grand et sidérant mouvement d'inversion des rôles, les oppressé-Es se retrouvent accusé-Es d'oppression, les privé-Es de tout, d'être des privilégié-Es. Dans un monde aussi incertain, agiter les peurs apparaît comme un bon calcul. Non seulement, l'école n'échappe pas à la bataille en cours, mais s'en retrouve au coeur. L'extrême-droite qui a toujours eu sa petite obsession pour l'école, voit aujourd'hui son projet profondément autoritaire et inégalitaire, partagé sur certaines lignes par des partis de gouvernement et par le ministre de l'éducation lui même. Pourtant, malgré la banalisation, les résistances restent vives. Nous sommes encore très largement majoritaires dans notre profession à porter les valeurs du service public d'éducation. Par nos méthodes pédagogiques, par notre travail constant au service de l'émancipation de nos élèves, par nos combats syndicaux, nous pouvons changer la donne et à bien des égards nous le faisons déjà. Certains exemples internationaux montrent bien que le mouvement social peut influer le cours des choses. Alors, même en pleine confusion, et si l'avenir semble se brouiller, tâchons de suivre la même boussole : celle de la justice sociale et du progrès.

SOMMAIRE

INFO SUD EDUCATION

Journal trimestriel de SUD éducation Bouches-du-Rhone, 29 Boulevard Longchamp, 13001, Marseille

Directrice de publication : Hélène Ohresser

Edité et imprimé par les soins du syndicat.
N° de CCPAP : 0517S05678

UNE FABLE D'EXTREME DROITE

BLANQUER, L'ISLAMOGAUCHISME ET LE WOKISME

Il était une fois un ministre de l'éducation, Jean-Michel Blanquer qui a marqué le ministère par sa dérive d'extrême-droite et la longévité de son mandat. Interrogé début décembre 2018 par RTL à propos des commentaires enthousiastes qu'il suscitait essentiellement à droite, le ministre affirmait vouloir «dépasser les clivages» car, selon lui, sa politique éducative ne serait *«ni de gauche, ni de droite»*. Ah ? Peut être d'extrême-droite alors, au vu des propos tenus par Marine Le Pen cette même année : *«L'engouement suscité autour de monsieur Blanquer, (...) constitue une victoire idéologique notable pour le Front national et une défaite cuisante des sociologues et des pédagogistes»*.

Très proche du libéral institut Montaigne, et alors que certainEs lui prêtent des ambitions politiques importantes, Blanquer multiplie à partir de 2019 des sorties autour des questions de laïcité (mères voilées, hausse selon lui des « des atteintes à la laïcité par les élèves » etc) avant de dénoncer à partir de 2020 *« les courants islamo-gauchistes très puissants dans les secteurs de l'enseignement supérieur qui commettent des dégâts sur les esprits »* et des syndicats comme Sud Education 93 qui organisent des stages en non mixité. En effet, en 2017, Blanquer avait porté plainte contre SUD Education 93 pour « discrimination ». Pour Blanquer, notamment à la suite de l'assassinat de notre collègue Samuel Paty, les islamo-gauchistEs désignent ces enseignantEs de gauche, voire d'extrême-gauche, progressistes qui convergeraient avec les milieux islamistes : en somme, des adversaires des catho-droitistes. Sans aucun fondement scientifique et sociologique (d'après le CNRS), le ministre reprend ainsi ce thème cher à l'extrême-droite et lance en 2021 le think tank « Laboratoire de la République » pour « mettre fin au wokisme».

Pour Blanquer, les « wokistes » (« les éveillés ») ne sont pas celles et ceux qui sont conscients des problèmes d'égalité raciale et de justice sociale (cf Martin Luther King), mais se sont ces mêmes islamo-gauchistEs qu'il élargit aussi aux féministEs, aux racisEs, aux intersectionnellEs, aux militantEs LGBTQI+, aux décolonialistEs, aux anticapitalistEs … c'est à dire à toutEs celles et ceux qui selon lui fragmentent la République française et acculturent la société. Les détracteurs de la pensée woke sont nombreusES, toutEs d'extrême-droite : iEls s'inquiètent d'un « muselage de la liberté d'expression » (Rhôoo, on peut plus déconner avec des blagues racistes, sexistes ou homophobes ???), de la montée d'un « communautarisme » et de l'intolérance de ces « minorités » qui « menacent la cohésion du pays ».

Mais de quelle cohésion parle-t-on ? Celle de la communauté de Jean-Michel Blanquer, celle de cette minorité autoritaire et intolérante d'hommes blancs, hétérosexuels, en costards-cravate, qui vivent dans les mêmes quartiers bourgeois, envoient leurs enfants dans les mêmes établissements scolaires afin qu'ils soient pris dans des institutions prestigieuses. Des hommes qui s'entourent de femmes blanches, diplômées, qui mangent dans les mêmes restaurants, sortent dans les mêmes lieux, partent en vacances aux mêmes endroits et ont peur, très peur d'être eux-mêmes ostracisés et de perdre leur statut privilégié de classe dominante. Car c'est bien la peur qui régit tous ces discours xénophobes, qui alimente ces lubies identitaires et qui nourrit une campagne électorale nauséabonde de surenchères réactionnaires.

C'est donc cette peur, qu'en bons « pédagogistes », nous devons combattre, nous devons sans cesse lutter contre tous ces discours d'extrême-droite, ne rien céder aux attaques obscurantistes et rétrogrades, rester sur le terrain des idées, dans la rue, dans nos établissements pour porter l'émancipation, la libre-pensée, l'esprit critique et les valeurs d'égalité, de solidarité. Et puisque toute fable à sa morale : Virer Blanquer, ne peut être que salutaire !

PROGRAMMES PRESIDENTIELS D'EXTREME DROITE

LES REACTIONNAIRES A L'ASSAUT DE L'ECOL

C'est une constante dans son histoire, l'extrême-droite a toujours été inquiétée par l'école. Angoissée même, pourrait-on dire, tant la question de l'éducation irait immanquablement de pair avec la dénonciation du « déclin », de « l'ensauvagement » et de la « corruption » des moeurs. Si les thématiques emblématiques de l'extrême droite restent l'immigration et la sécurité, celle de l'école est régulièrement convoquée pour expliquer les maux de la société. Tour à tour symptôme, maladie ou remède, l'école a une place centrale dans la pensée réactionnaire. Au grès de faits divers, d'évènements traumatisants ou de fausses informations, l'extrême-droite s'est imposée dans le débat et propose ses vieilles recettes et sa vision couleur sépia de l'école. Il n'y a plus désormais auncun sujet médiatique qui ne touche de près ou de loin à l'école sans qu'une personnalité d'extrême-droite ne soit invitée à donner son avis. Une banalisation qui doit beaucoup à l'action d'un ministre de l'éducation biberonné au sarkozysme et qui n'a eu de cesse d'attiser les paniques morales au sein de la population. Les élections présidentielles sont généralement l'occasion de peaufiner ce discours et d'établir un programme comme c'est le cas pour Le Pen et Zemmour. Si ces derniers sonnent creux, et se résument généralement à une litanie de slogans rances, ils ne sont pour autant pas vides de sens. Ils ne disent rien d'autre que leur volonté de mettre en place, à travers le rétablissement d'un état scolaire ancien et fantasmé, un ordre social inégalitaire, autoritaire et raciste.

« Redresser les corps, redresser les esprits, redresser la nation » c'était ainsi qu'un responsable du collectif Racines, aujourd'hui passé chez les Patriotes de Philippot, résumait le programme de Marine Le Pen aux présidentielles de 2017. Enlever le « re » et vous obtenez le véritable projet de l'extrême-droite. Pour l'extrême-droite dans son ensemble le redressement de l'école doit préfigurer la restauration de l'ordre moral et de la nation. Aujourd'hui, les propositions du RN n'ont guère changé même si l'éducation occupe une place moins centrale. Celle-ci n'est abordée que de façon transversalle, distillée dans des thèmatiques plus larges comme la famille, la jeunesse, la sécurité ou l'immigration… Des choix qui sont d'emblée lourds de sous-entendus. Mis à part quelques spécificités, cet ensemble programmatique est peu ou prou repris par le candidat Zemmour qui s'accorde avec Le Pen dans une même détestation de la république et des idéaux d'égalité.

Le discours décliniste que les candidats d'extrême-droite portent sur la France, Zemmour et Le Pen l'appliquent tout autant à l'éducation. Effondrement du niveau, emprise idéologique, prime à la médiocrité, creusé de toutes des violences, l'école actuelle serait non seulement pervertie mais le laboratoire même de la corruption de la société. Le polémiste médiatique commence même son programme éducatif par une longue complainte selon laquelle l'école aurait cessé d'être « le sanctuaire du savoir » qu'il faudrait « refonder ». Ce catastrophisme n'est pas nouveau, il est ancré dans l'histoire de l'extrême-droite et va parfois bien au-delà de ce courant politique.

C'est bien connu, *« on apprend plus rien à l'école »* ou plutôt on apprendrait trop de choses. L'une des vieilles obsessions de l'extrême-droite – mais pas que – est le retour aux fondamentaux en privilégiant majoritairement l'enseignement du Français, des Mathématiques et de l'Histoire pour inculquer aux élèves ce que Zemmour appelle « notre héritage » , c'est à dire le roman national. Les arts plastiques ou l'éducation musicale sont perçus comme des amusements, « des activités ludiques » qui prendraient trop de place et devraient donc être reléguées au second rang, quitte à disparaître. Le fait que l'enseignement du Français et des Mathématiques occupe déjà une place importante montre bien la méconnaissance complète que les candidats d'extrême-droite ont du système éducatif et de son histoire. Ces derniers se revendiquent du retour à une école de la IIIe République sans pour autant sembler savoir que l'élargissement à d'autres disciplines datent justement de cette période comme le rappelle bon nombre d'historien-nEs de l'école.

En réalité ce qui importe pour l'extrême-droite ce n'est pas tant

« le déclin » des savoirs fondamentaux que celui des principes éducatifs qui y sont attachés : « la mémorisation, la récitation, l'effort et la discipline ». Il ne s'agit pas de comprendre et de s'approprier, il s'agit d'emmagasiner et de restituer des savoirs sans autre forme de réflexion. Vous l'aurez compris, pour le RN l'école n'est pas vraiment là pour développer l'esprit critique des élèves et son expression. Il ne faudrait quand même pas qu'elle puisse former de futurEs individuEs libres, indépendantEs et capables de remettre en cause et de transformer la société dans laquelle iElles évoluent. Cela est incompatible avec la vision autoritaire que l'extrême droite a de la société.

C'est à cet égard que la pédagogie est perçue comme une idéologie militante : «le pédagogisme». Celles et ceux qui réfléchissent aux sciences de l'éducation seraient responsables de tous les maux de l'école, des « savants fous » qui livreraient leurs élèves aux expériences les plus folles. Par l'action de ces « pédagogos » l'école serait devenue le terreau de la décadence des mœurs et d'une société laxiste qui irait vers son naufrage. Mais de quoi parle-t-on ? La pédagogie regroupe l'ensemble des méthodes, des réflexions et des actions éducatives pratiquées par les enseignant-es pour permettre à chaque enfant de s'épanouir intellectuellement et de développer son potentiel en prenant généralement en compte les différences et les particularités de chacunE. Ce terme regroupe donc toute une variété de pratiques plus ou moins élaborées et plus ou moins novatrices mais pratiquées par l'ensemble des enseignantEs. Ce que refuse l'extrême-droite à travers son rejet de la pédagogie, c'est justement l'idée que les enfants soient au centre de leurs apprentissages et que le savoir puisse s'élaborer en interaction avec l'enseignantE et avec ses pairs. Pour l'extrême-droite l'enseignantE est unE instructeur-trice pas unE éducateur-trice, *« le maître sait, l'élève lui doit le respect et l'obéissance pour apprendre grâce à l'effort évalué par la notation »*. C'est de cela dont parlent Le Pen, Zemmour et Philippot lorsqu'iElles brandissent le totem de « l'autorité du maître » dont ils promettent la restauration. Une formule parfaitement incantatoire qui mobilise les fantasmes et joue sur la lassitude de nombreux-ses collègues qui y voient un remède miracle à la déterioration de leurs conditions de travail. Dans la conception que l'extrême-droite a de l'école, le savoir n'est pas considéré comme un outil de réflexion et de compréhension mais comme une fin en soit, un dogme incontestable, un « prêt-à-penser ». L'enfant y est donc uniquement conçu comme un être servile et dénué de personnalité. Quant aux éléments les plus rétifs, on peut compter sur l'extrême droite pour imaginer tout un arsenal répressif destiné à les faire rentrer dans le rang. C'est d'ailleurs le rôle tout indiqué que Zemmour compte confier aux Surveillants Généraux qui viendraient remplacer les CPE. Et si cela ne suffit pas ? Zemmour compte envoyer les « élèves posant de graves problèmes de comportement » dans « des internats de réinsertion »… comme le proposait Marine Le Pen dans son programme de 2017. Ce n'est ni plus ni moins qu'une judiciarisation de l'école et une mesure détournée d'enfermement. Un dispositif qui serait complété par ce qui est désormais une proposition classique à droite : la suppression des allocations familliales. Pour les familles les plus pauvres, ce serait donc la double peine et le renforcement considérable des difficultés. Pour l'extrême droite la mission de l'école publique n'est pas d'éduquer mais de surveiller, punir, enfermer. Le projet de Zemmour, créer un « ministère de l'instruction nationale », est ainsi parfaitement cohérent tout comme celui, largement partagé chez les réactionnaires, d'établir -et non de rétablir- l'obligation du port de l'uniforme.

Le projet de l'extrême droite est un projet totalitaire par essence et la question de l'uniforme en fait partie intégrante. Rien ne doit dépasser, tout doit correspondre à la norme imposée, l'école est un moule qui doit conformer, contraindre et assimiler. Et tant pis si les enfants ont besoin à travers leur apparence extérieure de se construire une personnalité propre et d'exprimer leurs individualités dans un incessant aller-retour entre différenciation et normalisation : iElles ne sont de toutes façons pas là pour exprimer quoi que ce soit. Son instauration aurait des vertus miracles selon ses partisans. Il ferait définitivement disparaître, les « tenues inadaptées », le racket, les moqueries, les « phénomènes de mode » et jusqu'aux inégalités sociales ! Ce dernier argument figure parmi les plus cyniques. L'uniforme ne fera pas disparaître les inégalités sociales, il se contentera tout au plus de les masquer partiellement. Dans le fond peu importe car là n'a jamais été l'objectif de l'extrême droite.

Derrière la haine de la pédagogie se cache en réalité la haine de l'égalité. Pour les réactionnaires, pas question d'émanciper l'ensemble, des élèves, de prendre en compte leurs difficultés respectives, ni de les amener le plus loin possible. Finie la « bienveillance » ! Dans un monde de compétition, il y aurait des « perdants » et des « gagnants », des « méritants » et des enfants « qui ne le sont pas » et peu importe que ce soit toujours les mêmes, il faudrait l'accepter comme un fait naturel. L'extrême droite a même pour ambition d'organiser le tri social dès le plus jeune âge. C'est la raison pour laquelle elle propose en coeur la fin du collège unique, le travail des enfants dès 14 ans et même, pour Zemmour, le rétablissement du certificat d'étude.

Dans les projets binaires de Le Pen et de Zemmour, aucune place n'est faite aux particularités des un-es et des autres pas plus qu'aux déterminismes sociaux qui, nous le savons touTEs, renforcent les inégalités scolaires et in fine la reproduction des inégalités sociales. Mais les manipulations de l'extrême-droite ne peuvent pas masquer les faits : un enfant d'ouvrier a 6 fois moins de chances d'obtenir le Bac qu'un enfant issu des catégories sociales supérieures. Et si Zemmour propose l'abrogation du Bac Blanquer, ce n'est pas parce qu'il est jugé trop inégalitaire, mais bien parce qu'il ne le juge encore pas assez.

Trier tôt et livrer le plus précocement possible des enfants au monde du travail, c'est aussi la marque du capitalisme le plus sauvage et c'est l'une des caracteristiques de l'extrême droite. C'est le sens de la proposition de ces candidatEs de mettre fin au collège unique et pour Zemmour de rétablir le certificat d'étude à l'entrée en 6ème. L'école publique ne sera dès lors plus qu'un instrument au service de l'entreprise et d'un patronat national rêvé par l'extrême-droite. Ne nous y trompons pas, c'est de cela dont Zemmour parle lorsqu'il prétend garantir « un métier pour chacun de nos enfants ». Le programme pour l'éducation de l'extrême droite n'a rien à envier à celui des ultras libéraux. Des études moins longues et au rabais, un système scolaire à plusieurs vitesses, selon que l'on soit riche ou pauvre, tout cela représente une belle source d'économie.
Et si l'extrême droite prétend revaloriser les salaires et les carrières des personnels c'est à coup de prime au mérite, bien entendu, et dans la droite ligne de la politique ministerielle actuelle. En échange de quoi, Zemmour notamment, promet un recrutement et une formation plus stricte des personnels. Au vu de la conception que ce fait l'extrême droite de l'école peu seront les collègues qui verront leurs carrières décoller.

Mais ce ne sera pas l'austerité pour tout le monde. L'argent public ainsi gagné, les candidatEs d'extrême-droite, Zemmour en tête compte le donner au privé dans des proportions inégalées. Alors que le ministère actuel a déjà été très généreux avec les établissements du secteur privé, certains comptent aller encore plus loin. Fidèles à leurs racines anti-républicaines Zemmour comme Le Pen, qui veulent interdire toute forme d'idéologie dans les écoles publiques, comptent en revanche donner un maximum de lattitude aux établissements « libres » que ce soit dans les méthodes, les programmes ou les finances.

L'extrême-droite entretient la confusion, joue sur les peurs et attise le sentiment de revanche. A travers son discours sur l'école, elle cherche à tourner la tête de celles et ceux qui ont été les perdantEs du système scolaire ; elle tente de dévoyer une partie des enseignantEs fragiliséEs et en perte de repères face aux injonctions contradictoires de leur hiérarchie ; elle joue sur le recul des conditions de travail et sur les conséquences de nombreuses années d'austérité économique ; elle fait son fond de commerce sur la crainte que l'avenir suscite chez de nombreuxEs jeunes et chez leurs parents. En cela elle est bien aidée par la politique de Jean-Michel Blanquer qui , que se soit par opportunisme politique ou par idéologie, a multiplié les polémiques au cours de son mandat. Des contre-feux bien utiles pour masquer sa politique de destruction de l'école publique.

Mais quelles sont les solutions apportées par l'ED ? Il s'agit de mesures simplistes qui jouent sur la nostalgie d'une école au passé fantasmé et dont les principes reposaient sur la ségrégation sociale. L'école produit des inégalités ? Et bien mettons fin à la démocratisation du système scolaire ! Les enseignantEs sont en souffrance ? Il suffit de mater les élèves en rétablissant « l'autorité du maître » grâce à un arsenal de sanctions ! Il faut protéger les enfants ? Protégeons les d'abord d'Elleux-mêmes en les privant de leurs droits ! Finalement tout est bon pour que l'extrême droite puisse mettre en place son idéologie nationaliste.

Face à ce péril et aux défis de l'école nous sommes encore nombreuxEs à penser que nous ne pouvons pas nous résigner. Ce qui fait le coeur de notre engagement professionnel au service du public doit continuer de se manifester tous les jours dans nos classes, auprès des élèves et de leurs familles, dans nos salles des personnels, dans nos combats syndicaux. Nous restons persuadéEs qu'il n'y a pas d'élèves perduEs d'avance et que l'école n'est pas vouée à rester cette machine à trier et à exclure. Face à l'extrême droite il est urgent de reprendre en main notre travail, de construire ensemble, et à la base, les outils qui permettront à tousTEs nos élèves de s'émanciper. Changeons l'école, changeons la société.

CAMPAGNE INTERSYNDICALE EDUCATION CONTRE L'EXTREME DROITE

C'est tout le sens de la campagne intersyndicale éducation contre l'extrême-droite qui vient d'être lancée. En tant que personnels de l'éducation, nous avons un rôle à jouer. Des affiches, des argumentaires, des tracts sont disponibles et SUD éducation 13 qui participe activement à cette campagne viendra à votre rencontre.

www.education-contre-extreme-droite.fr

ELEMENTS DE PEDAGOGIE ANTIFASCISTE APPLIQUEE

L'expression publique apparaît de plus en plus décomplexée dans le mépris de la logique, de la vérité et de la responsabilité avec tour à tour stupidité, une conviction effrayante ou un cynisme politique machiavélien assez ordinaire. Ainsi, pour de nombreux jeunes gens qui ont grandi dans cette atmosphère de libéralisation totale des discours politiques et de relativisme général, le racisme, le sexisme et l'homophobie sont des opinions, des points de vue parmi d'autres auxquels s'oppose un discours universaliste sur les valeurs de la République au mieux incantatoire, quand il ne fleure pas lui aussi l'exclusion en se focalisant sur le non respect présumé de la laïcité par les musulmans.

SUITE P.8

Parallèlement, la perversion sémantique familière à l'extrême droite qui cherche à faire passer les antiracistes, les antifascistes, les féministes militants pour le contraire de ce qu'ils sont est désormais pratiquée par la majorité des responsables politiques et des éditorialistes, journalistes et autres chroniqueurs . On cherche à disqualifier ceux qui se battent justement pour l'idéal exprimé par la devise de la République en inventant de nouvelles étiquettes honteuses : woke, islamo-gauchiste, mauvaise féministe. En quelques années, tous les discours réellement émancipateurs ont été bannis de la scène médiatique, au point de faire paraître les travaux universitaires d'un historien de la décolonisation ou d'un sociologue des inégalités pour des brûlots subversifs.

Opportunément défaits de leurs adversaires naturels les plus vigoureux, tous les discours fascisants peuvent prospérer en toute liberté et en se diversifiant du plus bourgeois, référencé culturellement au plus vulgaire et racoleur, s'imposer dans tous les esprits et gagner en respectabilité. Pas facile de penser rigoureusement dans un tel climat. Discuter avec de jeunes électeurs effraie et rassure à la fois : le torrent de boue qui se déverse sur leurs esprits n'entame bien souvent pas la sincérité et la justesse de leur jugement moral. C'est qu'ils pensent aussi et davantage à partir de leur expérience. Celle du racisme, de l'homophobie, du sexisme subis, ou lorsque ces premiers fléaux les épargnent, celle de la condescendance de l'ensemble de la société qui accepte sans broncher qu'un monde plus dur leur soit promis sans que cela vaille la peine de se battre pour sauver ce dont elle a profité pendant quarante ans.

Mis à part ce nouveau catéchisme républicain rabâché à l'école et que le premier stage en entreprise, la première manifestation, parfois avec une violence inouïe, vont venir détromper, quels outils intellectuels donner aux jeunes gens pour soutenir leur droiture, étayer leur expérience et leur chemin d'émancipation ?

La philosophie, le théâtre et la prose romanesque de Sartre répondent à cette question. C'est aussi le cas des écrits de Simone de Beauvoir ou de Frantz Fanon qui partagent le même héritage philosophique de la phénoménologie pour penser la liberté humaine et son besoin de radicalité.

Pour en donner un exemple concret en lien direct avec le thème de ce numéro, on peut aborder une longue nouvelle de Sartre, la dernière du recueil Le Mur, également éditée indépendamment dans la collection Folio à 2 euros de Gallimard : L'enfance d'un chef. Dans cette savoureuse parodie du roman d'apprentissage, le romancier narre la vie de Lucien Fleurier, rejeton de la bourgeoisie du début du XXe siècle, de sa petite enfance à son entrée dans la milice fasciste des Camelots du Roi, sous-produit de l'Action-Française et des écrits de Maurras. Comme Simone de Beauvoir se donne pour projet dans Le Deuxième Sexe d'expliquer ce que grandir en tant que fille a signifié pour elle, Sartre est dans une démarche expérimentale et veut montrer comment l'on devient quelqu'un. Sous la pluie d'ouvrages de développement personnel que nous essuyons, la mise en accusation de ce pronom indéfini paraît incongrue. C'est que pour Sartre, l'aboutissement d'une analyse rigoureuse de l'expérience de la réalité humaine, d'une phénoménologie du rapport à autrui est justement que se croire quelqu'un est un accomplissement de mauvaise foi, donc une impasse et un mensonge. Sans que ce soit prescrit par un impératif moral de tolérance ou d'empathie mais simplement par la nature de l'existence humaine et la recherche à l'intérieur d'elle d'une authenticité désirable mais toujours fuyante, ce n'est pas quelqu'un mais n'importe qui qu'il faut tâcher d'être, ainsi qu'il l'affirme à la fin des Mots : « un homme fait de tous les hommes, et qui les vaut tous, et que vaut n'importe qui. »

Dans L'Enfance d'un chef, Sartre romancier met en scène ces phénomènes de l'être spécifiques à la réalité humaine, les incertitudes, les ambiguïtés qu'impliquent d'être au monde et aux autres et les écueils qui se dressent sur le chemin d'un sujet.

Enfant, le personnage de Lucien Fleurier éprouve le pouvoir chosifiant du regard des adultes, puis de ses camarades. Il est gentil, mignon, méchant, exagérément grand à leurs yeux, il existe avec davantage de réalité pour autrui que pour lui-même. L'éducation religieuse et le regard de censure absolu qu'elle propose l'incommode, la qualité d'être supérieure que lui vaut aux yeux d'ouvriers son statut de fils du directeur de l'usine, la volupté qu'on éprouve à être condescendant ne le rassurent pas, il expérimente tout à coup le décalage entre cet être pour autrui et le sentiment de flottement et d'injustifiabilité générale que provoque en lui la moindre introspection. Il se sent

vague, visqueux et louche. La camaraderie virile et puérile d'un lycée bourgeois, l'intimité d'une amitié exclusive lui donnent tour à tour l'illusion de s'intégrer puis de s'affirmer, mais c'est à travers l'emprise et les abus sexuels d'un pervers qu'il vivra l'expérience la plus traumatisante du rapport à l'autre. Un homme plus âgé le fascine, lui emplit l'imagination d'horreurs et l'abuse en lui donnant l'illusion du consentement. Lucien se trouve du jour au lendemain transformé en victime humiliée, il est frappé de plein fouet par la valeur essentialisante des actes : « C'était marrant. On pouvait se demander : suis-je intelligent, est-ce que je me gobe, on n'arrivait jamais à décider. Et à côté de ça, il y avait des étiquettes qui s'accrochaient à vous un beau matin et il fallait les porter toute sa vie. »

Après un été à la campagne qui rejette ce traumatisme dans un arrière-plan douloureux, Lucien retourne au lycée où il est approché par un groupe de ligueurs antisémites, camelots du Roi et vendeurs du journal l'Action Française. Lucien est fasciné par « l'air imperméable » de ces jeunes activistes, la manière dont leurs convictions semblent les transformer en hommes accomplis. Seulement Lucien est-il vraiment antisémite ? Déteste-t-il vraiment les métèques et les communistes ? Il n'en est pas certain. Pragmatiques et profonds, ses nouveaux amis le rassurent et lui promettent que ce sont les « pratiques » qui donnent la foi. Ils l'invitent à s'engager en douceur. Lire Les déracinés de Maurras lui donne ce double sentiment à l'origine de toute action fasciste : celui de vivre dans un monde décadent et d'être l'échantillon menacé d'une race pure et idéale. Signer une pétition antisémite et voir son nom imprimé lui donne une contenance inédite, et partager une amitié virile et potache avec cette bande va le conduire à commettre sa première agression raciste. Sartre montre admirablement comment, sur la base de doctrines fumeuses, un fasciste se constitue en opposition radicale à des ennemis désignés qui ne sont jamais considérés comme autant d'individus libres et dignes de la moindre considération. Ce sont « à peine des méduses ». Ceci établi, l'usage de la plus grande violence à leur égard est non seulement justifié mais revêt tout l'éclat d'une justice rendue à l'idéal poursuivi. En devenant fasciste, Lucien se sent enfin « quelqu'un » : un homme qui contrôle son image dans les yeux de chacun, ne voit autrui que comme un moyen ou un miroir. Ce bien-être nouvellement acquis manque de vaciller lorsqu'il se trouve obligé d'assumer ses nouvelles convictions en dehors de son groupe. La honte qu'il ressent instinctivement après avoir rejeté publiquement un juif devrait l'alerter sur la valeur de ses nouveaux amis, mais elle disparaît magiquement quand il se rend compte que si sa radicalité n'est pas partagée, elle est acceptée et perçue comme un trait fort de sa personnalité.

On appréciera l'épisode à la lumière de la banalisation du racisme ces dernières années et des cas de coming out raciste, sexiste ou homophobe plus fréquents à mesure que la parole se débride. Lucien Fleurier peut désormais vivre dans le fantasme d'un monde divisé en deux : Les amis qui le prennent ou l'acceptent tel qu'il pense être et pour ce qu'il pense être, un homme fort et juste, « un pur » ; les ennemis qui ne méritent aucune pitié et tout au plus la qualité d'être humain. Lucien est devenu un « bouquet de droits », il a « des droits » évidemment infondés et imaginaires, mais que la société lui reconnaît et respecte « quelque chose dans le genre des triangles et des cercles, c'était si parfait que ça n'existait pas ».

Destiné à succéder à son père à la tête de son usine, il en a sur ses futurs ouvriers. Français « enraciné », catholique, il en a sur tous les autres. Homme enfin, il en a sur les femmes qui selon leur qualité, jeunes filles ou filles, méritent ou non le respect. Une profession de foi bourgeoise et fasciste exprimée avec ce degré d'ironie a le mérite de faire apparaître les mécanismes ontologiques de l'injustice et du mal dans leur simplicité et leur misère .

Etudier L'Enfance d'un chef en classe permet un changement d'angle qui peut être fondateur pour de jeunes consciences. Il ne s'agit plus de condamner le fascisme et toute forme de discrimination d'après le bréviaire républicain et l'arsenal du droit - c'est puni par la loi - (ce qui, on peut l'admettre, constitue en soi un aveu de défaite idéologique assez dramatique) mais de conduire avec les élèves une entreprise de déconstruction et de démystification, une réflexion articulée sur le rapport à autrui comme seul support d'une quelconque authenticité morale.

ECRITURE INCLUSIVE :

MAUVAIS GENRE

Dans une circulaire de mai 2021, Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Education nationale, a interdit « le recours à l'écriture dite inclusive » à l'école. Il va jusqu'à parler « d'un risque énorme » « quant à la transmission du français ». Comment expliquer une telle hostilité, mais avant tout qu'est-ce que l'écriture inclusive ? Rencontre avec Julie Abbou, chercheuse en sciences du langage.

Bonjour Julie, peux-tu présenter ton domaine de travail ?

Je travaille en sciences du langage et en études de genre. J'étudie les liens entre les rapports sociaux et le langage, particulièrement en ce qui concerne le genre. J'observe comment les hommes et les femmes sont produits par le langage. Dans ma thèse, j'ai travaillé sur les brochures anarchistes et féministes : je me suis intéressée à la langue comme objet de lutte pour transformer la vision du monde.

Actuellement, le recours à l'écriture dite inclusive suscite beaucoup de débats, mais de quoi parle-t-on exactement ?

Bonne question. Tout d'abord il faut savoir qu'il n'existe aucune grammaire féministe ou inclusive établie. Le terme « écriture inclusive » n'est apparu que très récemment. La volonté d'intervenir sur le langage dans une perspective féministe est bien plus ancienne : on peut la dater dans les années 1960 pour les milieux féministes et lesbiens. Dans les années 1980 l'Etat s'est à son tour emparé de ces questions, notamment avec une circulaire sur la féminisation des noms de métiers. A partir de là, le mouvement a pris deux chemins différents : un chemin underground, radical avec une envie de perturbation et un chemin institutionnel. Par exemple, on a vu apparaître des « e » entre parenthèses sur les cartes d'identité, à l'époque ça ne faisait pas tant de débats.

Il faut savoir que le genre est le seul rapport social grammaticalisé, c'est donc logique qu'on y réfléchisse. Durant toutes ces années on a vu (ré)apparaître pleins de formes : féminisation des noms de métiers, accord de proximité, parenthèses, tirets, point en bas, point médian [NDLR : et le E majuscule cher à Sud éduc 13], sans que jamais rien ne soit fixé.

En 2017 c'est une agence de communication qui se positionne commercialement sur le créneau et dépose le terme d'« écriture inclusive » à l'INPI, le répertoire des marques. Pour moi le terme « inclusive » retire la charge militante de la pratique car on n'est plus dans la remise en question des catégories sociales. De fait, le terme s'est imposé et on doit faire avec.

Dans une circulaire de mai 2021, Blanquer a interdit « le recours à l'écriture dite inclusive » Concernant le point médian il parle « d'un risque énorme » « quant à la transmission du français » « par exemple pour les élèves dyslexiques ». Pourquoi tant de haine ?

Tout d'abord, les études ont montré que le point médian ne pose pas de problème pour la lecture et n'ajoute aucune difficulté pour les personnes dyslexiques. D'ailleurs, il est utilisé dans certaines langues, par exemple en catalan. Pourquoi Blanquer s'énerve-t-il ? C'est parce qu'il existe un historique particulier en France entre la langue et la nation. La langue est vue comme une tradition, comme l'ADN de la nation. Toute nouveauté est donc condamnée par défaut. C'est logique qu'un nationaliste comme Blanquer s'y oppose.

Ici on parle de langue et de genre, pour les nationalistes c'est pire. Toucher au genre, c'est toucher à la tradition nationaliste et colonialiste de la France. Car le colonialisme s'adosse aux ordres de genre : le colonisé est soit représenté avec une faiblesse féminine, soit avec une virilité dangereuse.

En tant qu'enseignantEs, nous sommes confrontéEs au dilemme de préparer nos élèves à la société et de lutter contre les carcans du genre. Un premier pas serait peut-être de discuter avec eux et elles de l'origine historique des règles grammaticales ?

Complètement. On peut également discuter avec eux de l'existence de différentes formes d'écriture, le tout est de les alerter sur les contextes d'utilisation. Une des grandes différences entre les milieux bourgeois et les autres est de savoir s'adapter en fonction du contexte. Il faut que les enseignantEs explicitent.

● ● ●

" NUNCA EL HOMBRE ESTA VENCIDO, SU DERROTA ES SIEMPRE BREVE "

" L'HOMME N'EST JAMAIS VAINCU, SA DEFAITE EST TOUJOURS BREVE " (1)

L'image du Chili commence à changer : du pays meurtri par la dictature civico-militaire d'extrême droite de Pinochet, elle pourrait passer à celle, sympathique, de tombeau de l'ultra-libéralisme et des inégalités qu'il engendre. La victoire du progressiste Boric face à l'extrême droite change un peu plus la donne et montre la voie.

En septembre 1973, un coup d'état militaire a installé une dictature fasciste au Chili, dans une période historique où plusieurs pays d'Amérique du sud subissaient le même sort. Cette dictature a fait plus de trois mille morts et près de quarante mille personnes ont été torturées, en particulier en utilisant des techniques apprises auprès de militaires français ayant participé à la guerre d'Algérie.

En plus de la férocité de la répression envers les militants syndicaux, les acteurs culturels et les partis politiques de gauche, le pays a aussi été un laboratoire précurseur du néolibéralisme à outrance, avant Thatcher et Reagan. En 1980, est ainsi adoptée une constitution très réactionnaire (2) dans laquelle apparaît, par exemple, la clause de subsidiarité de l'État en matière économique : si le secteur privé décide d'investir dans un secteur d'activité, l'État ne peut pas y investir! Ce dernier n'est là que pour pallier les insuffisances du privé.

En conséquence, alors que les écoles privées étaient rares avant la dictature, 60 % des élèves vont dans le secteur privé au retour de la démocratie en 1990. A l'heure actuelle, le système scolaire public, peu développé, est géré entièrement par les municipalités (qui paient aussi les salaires des professeurs) avec des abysses d'inégalités entre villes. Les professeurs font autour de 30-35 heures de cours par semaine pour de petits salaires et l'ensemble de l'éducation (publique ou privée) est un secteur professionnel très dévalorisé. L'enseignement supérieur coûte aussi très cher pour des familles qui font souvent le choix de s'endetter de nombreuses années pour envoyer parfois un seul enfant à la fac. Les retraites ont été entièrement basculées à une épargne individuelle gérée par des fonds de pension privés qui ont un pouvoir économique immense. Les hôpitaux sont à deux vitesses : des cliniques privées de pointe où la moindre journée coûte plus de 500 euros et des hôpitaux publics où avoir un rendez-vous avant des mois et des mois est impossible. Bref, le rêve des ultralibéraux. Toutes ces réformes ont créé une société extrêmement inégalitaire, tournée vers le consumérisme, un modèle qui a pu être imposé les armes à la main par un pouvoir fasciste.

Mais l'histoire ne s'arrête pas là et le Chili pourrait bien être aussi le tombeau de ce modèle. Les braises du mouvement social ne se sont jamais éteintes même pendant la dictature et depuis 2006 de nombreuses manifestations de lycéenn(e)s et d'étudiant(e)s ont réclamé régulièrement plus d'égalité et l'accès à une éducation publique gratuite et de qualité. Fin 2019, le mouvement social a été très intense, avec des émeutes et des manifestations dans tout le pays qui ont remis en cause ce modèle dans sa globalité. Les fruits de cette mobilisation commencent à apparaître : depuis juillet 2021, une assemblée constituante élue par le peuple est chargée de rédiger une nouvelle constitution qui remplacera celle, toujours en vigueur, de la dictature. Et depuis décembre dernier, Gabriel Boric, un jeune issu des luttes d'étudiants de 2011 a été élu président de la république, à la tête d'une large coalition regroupant de vieux partis de gauche, des partis nés des luttes étudiantes récentes et des militants des mouvements sociaux.

Si la bataille des idées - façon Gramsci - a été remportée au Chili par la gauche sur de nombreux sujets - et ça fait du bien!- , la société est encore difficile à changer et bien des obstacles restent : quand les fascistes s'installent au pouvoir ils y restent longtemps, il y a une violence extrême et les transformations qu'ils imposent à la société sont profondes et difficiles à effacer même cinquante ans après. C'est pour ça qu'il faut se battre partout pour qu'ils n'arrivent pas au pouvoir ! No pasaran!

NOTES

(1) Extrait de la chanson « Vuelvo », de Patricio Manns, chanson de retour d'exil à la fin de la dictature, interprétée par le groupe Inti Illimani.

(2) Pour donner une idée, Jaime Guzman, le principal rédacteur de cette constitution, voulait par exemple y inscrire, à propos de l'avortement : « la mère doit accoucher de l'enfant même si celui-ci est anormal, qu'elle ne l'a pas désiré, qu'il soit le produit d'un viol ou qu'elle doive en mourir». Finalement, la phrase retenue dans la constitution sera « la loi protège la vie de celui qui va naître » et le Chili reste un des pays les plus réactionnaires en terme d'avortement au début du XXIème siècle.

RESSOURCES

VISA - S'ARMER CONTRE L'EXTREME-DROITE

S'armer contre les impostures de l'extrême-droite est une absolue nécessité à l'approche des élections présidentielles de 2022, même si le combat contre le fascisme est quotidien et permanent. C'est dans cet objectif que VISA (Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes), dont SUD éducation 13 et la Fédération SUD éducation sont membres, vient de publier une nouvelle brochure: «S'armer contre l'extrême droite, un argumentaire syndical». A mettre dans toutes les mains pour faire barage à la progression des idées d'extrême-droite.

Avec ce petit livre qui met en lumière l'ADN fasciste des Le Pen, Zemmour, Ménard, de leurs entourages et de leurs soutiens - complotistes notamment - VISA nous livre des analyses et des outils pour que chacunE puisse ensuite parler avec ses mots aux salariéEs ou aux collègues qui s'apprêtent à se tromper de colère en votant pour l'extrême-droite.

140 pages qui décortiquent les fourberies et les mystifications de l'extrême-droite sur le terrain économique et social, sur les droits des femmes ou encore sur l'écologie.

Un argumentaire affuté, issu du travail unitaire de syndicalistes de la CGT de SUD-Solidaires, de la FSU, de la CNT-SO et de la CFDT.

DISPONIBLE SUR DEMANDE A SOLIDAIRES 13 ET SUD EDUC 13

LISEZ L'ECOLE DE LA LUTTE !

NOUVELLE EDITION DU JOURNAL DE SUD ÉDUCATION 13

Tous les trimestres en version papier dans toutes les écoles et établissements, en version numérique pour tous celles-ceux qui le souhaite.

Abonnement sur notre site

WWW.SUDEDUC13.ORG

Union syndicale Solidaires

éducation sud